

Informations Rapides

ISSN 0151-1475

31 mars 2008 - n° 95
©INSEE 2008

■ Salaires de base dans le secteur privé et dans la fonction publique d'État - Quatrième trimestre 2007

Thème «Revenu et consommation des ménages»

SECTEUR PRIVÉ

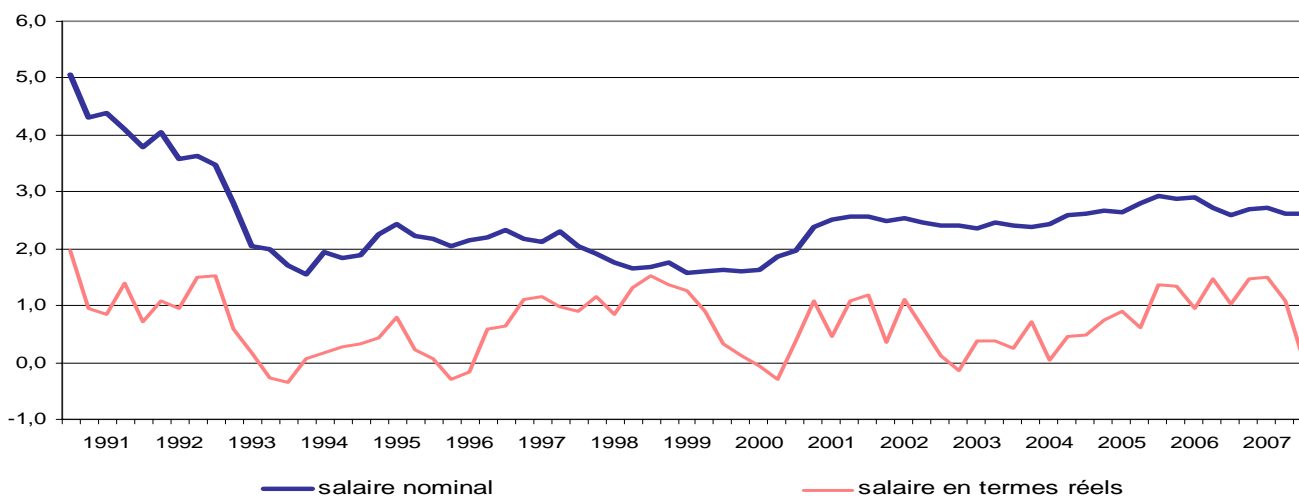
Au quatrième trimestre de 2007, l'**indice du salaire horaire de base ouvrier (SHBO)** a progressé de 0,3 %, soit un peu moins que sur le même trimestre de 2006 (0,4 %), selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité (pour les entreprises de 10 salariés et plus du secteur concurrentiel non agricole).

L'**indice du salaire mensuel brut de base (SMB)** de l'ensemble des salariés a progressé de 0,3 % entre septembre 2007 et décembre 2007, soit la même évolution que sur la même période de 2006. Au quatrième trimestre de 2007, les prix à la consommation¹ ont augmenté de 1,2 % alors qu'ils avaient augmenté de 0,1 % sur ce même trimestre en 2006.

La progression en **glissement annuel** du salaire mensuel de base atteint 2,6 % en décembre 2007. Elle était également de 2,6 % en décembre 2006. Compte tenu d'un glissement annuel des prix¹ de +2,6 % de décembre 2006 à décembre 2007, la progression sur un an du salaire mensuel brut de base est nulle en termes réels.

Glissement annuel du salaire mensuel brut de base (SMB)

Évolution (%) entre le dernier mois d'un trimestre donné de l'année n-1 et le même mois de l'année n



Sources : enquête Acemo du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité et indice des prix à la consommation, Insee

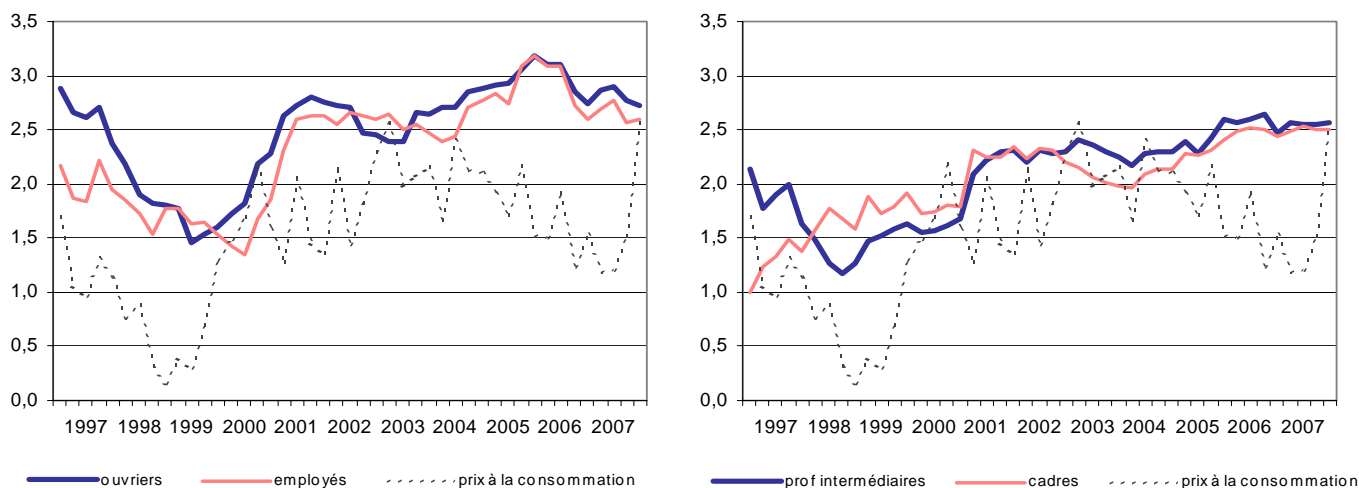
¹ Il s'agit de l'indice des prix à la consommation, y compris tabac, pour l'ensemble des ménages.



Au quatrième trimestre de 2007, la hausse du **salair e mensuel de base** est un peu plus élevée dans la construction (+0,4 %) que dans l'industrie et le tertiaire (+0,3 %). Sur un an (de décembre 2006 à décembre 2007), la hausse est de 3,1 % dans la construction, contre 2,6 % dans l'industrie et le tertiaire. L'augmentation en glissement annuel du **salair e horaire de base ouvrier** est également plus forte dans la construction (3,2 %) que dans le l'industrie et le tertiaire (2,7 %).

Enfin, la hausse du **salair e mensuel de base** est un peu plus forte au quatrième trimestre de 2007 pour les employés (+0,4 %) que pour les ouvriers, les professions intermédiaires et les cadres (+0,3 %). Sur un an, la progression du salair e de base est légèrement plus prononcée pour les ouvriers (2,7 %) que pour les employés (2,6 %), les professions intermédiaires (2,6 %) et les cadres (2,5 %).

Glissement annuel des prix et des salaires mensuels bruts de base (SMB - en %)



Sources : enquête Acemo du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité et indice des prix à la consommation, Insee

FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT

Dans la Fonction publique d'État, l'indice des traitements mensuels bruts de base n'a pas augmenté au quatrième trimestre de 2007. Sur un an, l'indice a cru de 1,1 %.

N.B. : l'évolution de cet indice ne doit pas être rapprochée de celle du SMB sans précaution. En effet, la comparaison des évolutions de salair e entre secteur privé et Fonction publique d'État est délicate, compte tenu des différences dans les logiques de fonctionnement et dans les structures d'emploi des deux secteurs. La comparaison ne peut d'ailleurs se faire au trimestre le trimestre puisque les revalorisations sont décentralisées et donc plus étalées dans le temps dans un cas, centralisées dans l'autre.

Chaque trimestre sont publiées les évolutions à structure constante des indices du salair e brut de base (hors primes et heures supplémentaires) pour le secteur privé et celles des traitements bruts de base pour la Fonction publique d'État. En figeant la répartition de l'emploi entre les différents postes de travail (secteur privé) ou les différents corps, grades et échelons (Fonction publique), ces indices du ministère du travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité et de l'Insee permettent d'approcher l'évolution des salaires de base à qualification constante.

L'Insee publie par ailleurs, pour le secteur privé et pour la Fonction publique d'État, les taux de croissance en moyenne annuelle des salaires moyens, qui prennent notamment en compte les effets de structure et les primes. Pour la Fonction publique d'État, les chiffres semi-définitifs de l'année 2005 ont été publiés dans le numéro d'*Insee Première* n°1151, paru en juillet 2007. Pour le secteur privé et semi-public, les chiffres définitifs de l'année 2005 ont aussi été publiés en juillet 2007 dans le numéro d'*Insee Première* n°1147, à partir d'une exploitation des déclarations annuelles de données sociales (DADS) remplies par les employeurs.

1. SECTEUR PRIVÉ

Évolution de l'indice de salaire mensuel brut de base (en euros courants)

Variation en moyenne annuelle (1)				Répartition par catégorie socioprofessionnelle	Variation en glissement trimestriel (2)				
2004	2005	2006	2007		Sept. 2006 à déc. 2006	Déc. 2006 à mars 2007	Mars 2007 à juin 2007	Juin 2007 à sept. 2007	Sept. 2007 à déc. 2007
2,8	3,0	3,0	2,8	Ouvriers (36 %)	0,4	0,9	0,6	0,9	0,3
2,5	2,9	2,9	2,7	Employés (23 %)	0,3	0,8	0,6	0,8	0,4
2,3	2,4	2,6	2,5	Professions intermédiaires (25 %)	0,3	1,0	0,6	0,6	0,3
2,1	2,3	2,5	2,5	Cadres (16 %)	0,3	1,2	0,6	0,4	0,3
2,5	2,7	2,8	2,7	Ensemble des salariés	0,3	0,9	0,6	0,7	0,3
2,1	1,9	1,5	1,5	Indice des prix à la consommation (*)	0,1	0,3	0,9	0,3	1,2

(*) Indice des prix à la consommation (y compris tabac) de l'ensemble des ménages, Insee.

1. La variation en moyenne annuelle rapporte la moyenne pondérée des indices des mois sur lesquels porte l'interrogation de l'enquête Acemo de l'année considérée (mars, juin, septembre et décembre à partir du premier trimestre 1998) et de l'indice de décembre de l'année précédente, à la même moyenne relative à l'année précédente ; les mois de décembre ont chacun une pondération égale à 1/8, les autres mois une pondération de 1/4.

2. À partir de la nouvelle enquête Acemo, c'est-à-dire de la période septembre - décembre 1998, il s'agit de la variation entre chaque dernier mois de deux trimestres consécutifs. L'enchaînement des glissements trimestriels permet d'obtenir la variation de l'indice sur un an, d'un mois donné d'une année au même mois de l'année suivante.

Salaire de base : il s'agit du salaire mensuel brut de base hors primes, indemnités et autres formes de rémunération.

Champ : établissements de 10 salariés et plus du secteur privé, hors agriculture, pour l'enquête Acemo.

Sources : indice de salaire mensuel brut de base, enquête Acemo du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité.

2. FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT

Évolution de l'indice de traitement mensuel brut de base des fonctionnaires titulaires de l'État (en euros courants)

Variation en moyenne annuelle (1)				Répartition par catégorie	Variation en glissement trimestriel (2)				
2004	2005	2006	2007		Sept. 2006 à déc. 2006	Déc. 2006 à mars 2007	Mars 2007 à juin 2007	Juin 2007 à sept. 2007	Sept. 2007 à déc. 2007
0,5	1,1	1,9	2,2	Catégorie C	0,3	0,8	0,0	1,1	0,0
0,5	0,8	1,3	1,2	Catégorie B	0,2	0,8	0,0	0,0	0,0
0,5	0,8	1,2	1,1	Catégorie A	0,2	0,7	0,0	0,0	0,0
0,5	0,9	1,4	1,4	Ensemble des catégories	0,2	0,8	0,0	0,2	0,0
2,1	1,9	1,5	1,5	Indice des prix à la consommation (*)	0,1	0,3	0,9	0,3	1,2

(*) Indice des prix à la consommation (y compris tabac) de l'ensemble des ménages, Insee.

1. La variation en moyenne annuelle rapporte la moyenne des indices des douze mois de l'année considérée à celle des douze mois de l'année précédente.

2. Il s'agit de la variation entre chaque dernier mois de deux trimestres consécutifs (en cohérence avec le tableau 1).

Traitement indiciaire brut : il s'obtient en multipliant l'indice nouveau majoré par la valeur du point d'indice. C'est le traitement avant tout complément (primes et indemnités diverses) et retenue (cotisations sociales et contributions sociales).

Champ : depuis janvier 2000, l'indice est calculé à partir d'un échantillon de corps, grades et échelons représentatifs de l'ensemble des agents titulaires civils et militaires de l'État.

Source : Insee.